

Unité départementale des Côtes d'Armor
11, rue Hélène Boucher Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 11/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/04/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FREHEL (SARL CARRIERES DE)

LE ROUTIN
22240 Fréhel

Code AIOT : 0005502186

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/04/2022 dans l'établissement FREHEL (SARL CARRIERES DE) implanté LES VAUX 22400 HENANSAL. L'inspection a été annoncée le 28/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FREHEL (SARL CARRIERES DE)
- LES VAUX 22400 HENANSAL
- Code AIOT : 0005502186
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Carrière à ciel ouvert autorisée par arrêté préfectoral en date du 10 avril 2020

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral en date du 10 avril 2020

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 2.4.1.	/	Sans objet
3	instance de concertation	Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 2.7.	/	Sans objet
4	suivi puits et forages	Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 4.1.3.	/	Sans objet
6	déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 5.2.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	plantation	Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 8.2.2.	/	Sans objet
9	plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	accès	Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 2.2.4.	/	Sans objet
5	gestion des effluents	Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 4.3.3.	/	Sans objet
7	suivi pétrographique	Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 9.2.9.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence des points de vigilance relatifs à la mise en oeuvre d'aménagements, à la mise en place de l'instance de concertation et à la gestion des déchets.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 2.2.4.
Thème(s) : Risques chroniques, accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. À ce titre, l'exploitant met en place une signalisation de sortie de carrière sur la Voie Communale n°2.</p> <p>L'écoulement des eaux pluviales en provenance du site devra également faire l'objet d'aménagements afin d'éviter le ruissellement sur les chaussées.</p> <p>Les voies de circulation et d'accès sont aménagées et maintenues en constant état de propreté. L'exploitant doit mettre en place un panneau d'information, en sortie de carrière, rappelant les règles générales de circulation sur la Voie Communale n°2 et la répartition du trafic routier en fonction de la destination finale des matériaux.</p> <p>Les véhicules sortant de la carrière ne doivent pas être à l'origine de poussières ni entraîner de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation publiques. Les roues de tous les véhicules sortant de la carrière doivent être propres. Au besoin, une installation doit permettre avant la sortie de la carrière le lavage et le débouillage des roues des véhicules et du châssis des véhicules. Au besoin, s'il est fait usage de bennes ouvertes pour le transport de produits pouvant être à l'origine de poussières, les bennes des véhicules devront être couverts d'une bâche. La voie d'accès entre le débouché de la carrière et l'installation de nettoyage doit être revêtue d'enrobé sur toute sa longueur et doit faire l'objet d'un nettoyage hebdomadaire. La fréquence pourra être supérieure lorsque que les circonstances atmosphériques et le rythme de circulation des véhicules l'imposent.</p> <p>L'exploitant contribue à l'entretien de la voirie publique selon les dispositions en vigueur, notamment celles prévues par le code rural et les articles L.131-8 et L.141-9 du code de la voirie routière. L'utilisation des voies doit se faire en accord avec leur gestionnaire.</p>
Constats : L'aménagement de l'entrée du site est finalisé, les eaux pluviales y sont canalisées, le panneau d'information sur le trafic routier est en place. La zone du pont-bascule est équipée d'un rotoluve. L'exploitant indique que l'accès au site est nettoyé régulièrement à la balayeuse.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 2.4.1.
Thème(s) : Risques chroniques, intégration dans le paysage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage, telles que prévues dans son dossier, à savoir : <ul style="list-style-type: none">- la conservation du coteau Nord de la vallée ;- l'optimisation du modelé du stockage de matériaux de découverte au Sud-Ouest ;- l'optimisation du profil du stockage temporaire de matériaux de découverte au Nord ;- l'optimisation du profil du merlon périphérique en partie Nord en végétalisant le flanc extérieur ;- la constitution d'un merlon périphérique sur la partie Ouest en vue d'une plantation de haie bocagère qui sera prolongée par une partie à plat, hors emprise de la carrière ;- la création d'un talus non végétalisé en retour Ouest du site ;- la plantation de haies arbustives de part et d'autre de l'entrée du site. L'exploitant doit particulièrement veiller au développement d'éventuelles espèces de flore invasive. Les espèces invasives identifiées seront arrachées manuellement et exportées hors du site vers des filières de traitement appropriées. L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence. L'exploitant prend également les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, boues, déchets, etc. Des dispositifs d'arrosage et de lavage de roues sont mis en place en tant que de besoin.
Constats : L'exploitant met en oeuvre les dispositions pour l'intégration de la carrière dans le paysage, suivant l'avancement des travaux liés à l'extraction, le merlon périphérique est en place et les plantations de part et d'autre de l'entrée sont réalisées. L'accès à l'installation est fermé par un portail en dehors des heures d'ouverture. Le merlon périphérique Nord en limite du chemin d'exploitation est sous dimensionné sur une longueur de 50 mètres. L'exploitant doit renforcer ce merlon.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : instance de concertation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 2.7.
Thème(s) : Risques chroniques, instance de concertation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une instance de concertation est mise en place par l'exploitant qui en assure la gestion. Elle est composée à minima : <ul style="list-style-type: none">• de représentants de l'exploitant ;• de représentants des collectivités locales : maire de la commune de HENANSAL ;• d'un représentant d'associations de protection de l'environnement locales ou départementales concernées ;• si nécessaire et selon l'ordre du jour de la réunion, de représentants du Conseil Départemental ;• si nécessaire et selon l'ordre du jour de la réunion, de représentants des administrations publiques concernées (ARS, DDTM, DREAL). L'instance de concertation est placée sous la présidence de l'exploitant, la société SARL CARRIÈRES DE FREHEL, et du maire de HENANSAL. Sans préjudice des prescriptions relatives à l'information du public édictées par le Code de l'Environnement, l'exploitant établit et transmet aux acteurs concernés un bilan annuel des analyses et suivis réalisés dans le cadre du présent arrêté. L'instance de concertation se réunit annuellement pour présenter ce bilan et les actions menées.
Constats : L'instance de concertation n'est pas mise en place, l'exploitant indique que des échanges ont eu lieu à ce sujet avec le maire de la commune. L'exploitant doit mettre en place cette instance de concertation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : suivi puits et forages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 4.1.3.
Thème(s) : Risques chroniques, suivi puits et forages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : b) Protection de l'approvisionnement des puits et forages L'exploitant doit réaliser un suivi piézométrique annuel des puits et forages situés en périphérie du site, notamment des puits P5, P6, P7 et P8 et du forage F1. En cas d'assèchement, de baisse manifeste de production de ces ouvrages ou de modification de la qualité de leurs eaux causés par les activités du site, l'exploitant doit proposer des solutions alternatives à cette situation. L'emplacement des puits et des forages concernés ainsi que les solutions alternatives doivent être portés à la connaissance de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant fournit le rapport de suivi piézométrique de 2021, les niveaux piézométriques mesurés pour les puits P6 et P8 sont stables. Cependant, 2 puits et 1 forage n'ont pas été mesurés. L'exploitant précise: "Concernant les puits qui n'ont pas été mesurés : F1 est un forage qui avait été recensé sur Infoterre dans le cadre de l'étude d'impact. Il n'a jamais été mesuré, étant donné qu'il se situe dans l'enceinte d'une exploitation (élevage) clos et abandonné => il n'est pas utilisé et nous n'avons jamais rencontré les propriétaires. P5 est un puits de particulier, identifié visuellement depuis la route dans le cadre de l'étude d'impact. les propriétaires n'ont jamais été rencontrés et ont toujours été absents lors de nos passages. Pour les prochaines campagnes, nous pourrions tenter de les rencontrer préalablement pour nous permettre l'accès au puits. P7 est un puits de particulier, couvert par une dalle béton inamovible et qui n'a donc jamais été mesuré. (Le puits P6, tout proche, donne une indication du niveau de la nappe)" L'exploitant souhaite modifier les prescriptions de l'article 4.1.3. de son arrêté concernant le suivi piézométrique, il doit en faire la demande par le dépôt d'un porteur à connaissance.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : gestion des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 4.3.3.
Thème(s) : Risques chroniques, gestion des effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : b) Gestion des effluents L'ensemble des effluents collectées doivent rejoindre le milieu naturel après passage dans des installations de traitement suffisamment dimensionnées pour répondre aux normes de rejet définies dans le présent arrêté. Ainsi, l'exploitant doit mettre en service, dès la notification du présent arrêté, un bassin de rétention d'une surface de 1 250 m², sur la parcelle C n°272, ayant les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - cote de fond : 41 m NGF ; - cote de rejet : 42,5 m NGF ; - cote de plein bord : 44,5 m NGF ; - volume toujours en eau : 1 875 m³ ; - volume disponible pour régulation d'orage : 2 500 m³ ; - débit de fuite : 50 l/s. <p>Constats : L'exploitant a finalisé les aménagements liées à la gestion des eaux sur le site en modifiant le circuit des eaux. Un porter à connaissance a été transmis en mars 2022 pour demander la modification des prescriptions de l'article 4.3.3. de l'arrêté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 5.2.
Thème(s) : Risques chroniques, déchets inertes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les déchets suivants sont interdits et font l'objet d'une procédure de refus systématique à l'entrée de la carrière :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 %; - les déchets dont la température est supérieure à 60°C ; - les déchets non pelletables ; - les déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ; - les déchets d'amiante lié et les matériaux en contenant ; - les déchets présentant au moins une propriété de danger, ou radioactifs. <p>Les déchets d'enrobés bitumineux ne pourront être acceptés que s'ils font l'objet d'un test de détection pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de goudron. Ces tests doivent faire l'objet d'un enregistrement.</p> <p>Les apports de matériaux extérieurs sont limités à 25 000 t/an en moyenne et 50 000 t/an au maximum.</p> <p>Les matériaux inertes extérieurs sont admis à des fins de remblaiement de l'excavation ou de valorisation par recyclage pour un volume de 5 000 t/an.</p> <p>Constats : L'installation reçoit des déchets inertes, l'exploitant indique qu'il n'y a pas de recyclage, une benne DIB est présente sur la plate-forme.</p> <p>Le site ne dispose pas de panneau précisant les déchets acceptés et refusés sur l'installation en entrée de carrière, et de panneau interdisant le bennage direct en fosse sur la plate-forme.</p> <p>L'exploitant doit mettre en place ces panneaux.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : suivi pétrographique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 9.2.9.
Thème(s) : Risques chroniques, suivi pétrographique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un suivi annuel de l'évolution pétrographique et minéralogique des matériaux exploités sur le site de la carrière est réalisé par l'exploitant. Il est issu du prélèvement et de l'analyse d'échantillons pris au fur et à mesure de l'avancée des travaux d'exploitation. Les résultats du suivi sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant réalise le suivi pétrographique et minéralogique des matériaux d'extraction.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : plantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 8.2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, plantation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• Plantation d'une haie La plantation d'une haie reliant la vallée du ruisseau de « Launay Congard » au secteur bocager/chemin creux situé au Nord doit être réalisée dès le début des travaux de découverte des terrains.
Constats : La haie n'est pas plantée, l'exploitant indique que la plantation de la haie est prévue. L'exploitant doit réaliser la plantation de la haie reliant la vallée au secteur bocager/chemin creux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, plan de gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets « d'extraction » résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.
Constats : L'exploitant n'a pas fourni le plan de gestion des déchets, il indique que le document est en cours de finalisation. L'exploitant doit transmettre le plan de gestion des déchets à l'Inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet